

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

Délégation de fonction à M. Philippe AUDUREAU
24ème membre du bureau communautaire

Arrêté A-2026-39

La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L5211-9 ;
- **Vu** la délibération n°2026-071 du Conseil communautaire du 14 avril 2026 portant élection du Président ;
- **Vu** la délibération n°2026-072 du Conseil communautaire du 14 avril fixant à 14 le nombre de vice-présidents ;
- **Vu** la délibération n°2026-096 du Conseil communautaire du 14 avril 2026 par laquelle M. Philippe AUDUREAU a été élu 24ème membre du bureau communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais ;
- **Vu** la délibération n°2026-101 du Conseil communautaire du 14 avril 2026 portant délégation de pouvoirs du Conseil communautaire au Président ;
- **Considérant** que le Président peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement des vice-présidents ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau ;
- **Considérant** qu'il importe, dans un souci de bonne administration et de continuité du service public, de déléguer certaines fonctions aux vice-présidents et aux conseillers communautaires délégués ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Délégation de fonction est donnée à **Monsieur Philippe AUDUREAU**, membre du bureau communautaire, conseiller délégué pour **les centres aquatiques communautaires**.

Cette délégation s'exerce dans le cadre des compétences de la communauté d'agglomération et s'étend à toutes les actions ou politiques publiques pouvant être mises en œuvre dans ce cadre.

Cette délégation donne toute légitimité à M. Philippe AUDUREAU à représenter la communauté d'agglomération, dans son domaine de délégation et dans le respect des prérogatives des représentants élus par l'assemblée dans les organismes extérieurs ou syndicats.

ARTICLE 2 :

Le Directeur général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable après publication et transmission à Madame la sous-préfète de BRESSUIRE.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Bressuire, le 23 AVR. 2026

**La Présidente,
Madame Emmanuelle MENARD**



Je soussigné, M. Philippe AUDUREAU,
certifie avoir reçu notification du présent arrêté,
A Bressuire, le 23 04 2026
Signature

24 AVR. 2026

Transmis en préfecture le

Notifié ou publié le24 AVR. 2026.....

La Présidente,
-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de
cet acte
-informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours
pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif
dans un délai de deux mois à compter de la présente
notification/ou publication.